Compte rendu de la FNEC FP-FO de la réunion du comité national des écoles et établissements mobilisés du mercredi 11 juin à la bourse du travail de Paris

Depuis plusieurs mois, dans les localités, dans les départements, les parents d'élèves et les personnels refusent et cherchent à bloquer les fermetures de classes, produits du budget d'austérité Macron-Bayrou. Ils ont commencé à se coordonner, à se mettre en lien. C'est ce qui a conduit à la constitution de comités départementaux (Yonne, Tarn, Haute-Loire, Gironde...) en défense de l'Ecole publique.

Les occupations d'écoles, les blocages, les rassemblements et les grèves ont dans de nombreux endroits contraint l'administration à annuler des fermetures de classes. Toutefois, il n'est pas question de déshabiller Pierre pour habiller Paul. La question d'obtenir les moyens supplémentaires là où ça se décide, au ministère, s'est rapidement posée. Des premiers rassemblements ont eu lieu à Paris au ministère le 15 mars et le 2 avril. Ils ont permis de faire converger des délégations de parents et de personnels avec des organisations syndicales, des fédérations de parents d'élèves (FCPE...), des associations de directeurs, pour la satisfaction des revendications, pour l'annulation de toutes les suppressions de postes et de toutes les fermetures de classes.

Face au refus du ministère de répondre aux revendications, un Comité national des écoles et établissements mobilisés s'est constitué. Il a pour objectif de multiplier les liens entre parents et personnels pour élargir le réseau et coordonner encore plus.

A l'initiative de la FCPE 93, une journée de mobilisation a eu lieu le 10 juin suivie d'un nouveau rassemblement au ministère le 11 juin.

A cette occasion, le comité national des écoles et établissements mobilisés avec des parents d'élèves, des élus, des enseignants, des étudiants avec des sections départementales de la FCPE et des organisations syndicales s'est réuni le 11 juin à la Bourse du Travail à Paris.

Voici un bref compte rendu de la discussion :

Une trentaine de délégations départementales se sont rassemblées à la Bourse du travail à Paris pour échanger et décider des suites des initiatives du comité national des écoles et établissements mobilisés. Il s'agissait également d'informer des mobilisations qui ont eu lieu depuis plusieurs semaines et notamment le mardi 10 juin dans les différents départements. Les grèves, blocages, rassemblements, parfois intersyndicaux, organisés par les comités avec les personnels et parents, ont été nombreux devant les écoles, les DSDEN ou rectorat.

Les différents délégués étaient contents de pouvoir échanger de vive voix ce matin-là, même après des trajets longs et fatigants comme pour les collègues du Var. Les prises de parole sont nombreuses et vives. Elles reviennent sur les initiatives déjà prises, l'état des revendications, mais posent aussi la question des obstacles posés contre l'élargissement et comment y remédier. Il n'y a pas de défaitisme, les comités départementaux sont, là où ils ont été mis en place, un levier efficace et il faut les élargir, les renforcer. L'assassinat de notre

collègue AED de Nogent deux jours auparavant est dans tous les esprits et le lien avec la question des moyens se fait d'emblée.

Une représentante FCPE du 93 revient sur la mobilisation pour le "plan d'urgence 93" qui avait eu lieu l'année dernière et qui est "retombée" à la rentrée. "Nous avons compris qu'il ne fallait pas se restreindre à un département, mais élargir. Rester isolés, ça arrange bien le Ministère." Elle relate la dernière audience à la DSDEN où il a été proposé un marchandage pour l'annulation de la suppression des classes "vous nous donnez trois écoles et pour ces trois-là on peut voir, mais pas pour toutes" !

Un enseignant FO, du comité de l'Yonne (89), revient sur les coupes budgétaires de 40 milliards au profit du budget de la défense. Il évoque aussi l'assassinat horrible de la collègue AED de Nogent, et la récupération hypocrite du ministère "ils vont nous dire que c'est le moment du recueillement, pas le moment de revendiquer, mais avec eux ce n'est jamais le moment de revendiquer ! Ce dont on est sûrs, c'est que supprimer des postes n'a jamais réglé aucun problème." La question se pose d'emblée sur comment agir : "comment on élargit ? Qu'est-ce qu'on propose à la fin de l'année scolaire ?"

Plusieurs intervenants de Paris (75) posent la question de créer un comité. Ils s'échangent les coordonnées à l'issue de la réunion.

Plusieurs personnels d'Indre-et-Loire (37) racontent la mobilisation avec leur comité le 10 juin : "on a fait un rassemblement dans notre commune avec les profs et les parents, ainsi qu'une pétition contre la fermeture de classe. Même les gendarmes nous ont soutenu, ils ont suggéré que la prochaine fois, on aille devant la sous-préfecture." Un autre collègue : "on a besoin de la presse nationale, on a beaucoup de signatures, il faut qu'on élargisse encore aux autres écoles mobilisées. Chacun peut contacter aussi le département d'à côté." Une enseignante FO : "Dans mon lycée, on a fait un motion intersyndicale suite au meurtre de la collègue, il se trouve qu'on était aussi ces jours-ci en pleine mobilisation pour le maintien de notre 10ème poste d'AED. On a 2 classes en moins, on n'accepte pas. On a interpellé les députés, ils sont un peu hésitants."

Un parent d'élève du comité du Médoc en Gironde (33) explique les initiatives menées avec le comité : "dans notre département, ils voulaient fermer 137 classes, on en a gagné 35 grâce à la mobilisation. 40 écoles ont fait des blocages. Vous avez raison, il faut interpellier les députés, et aussi les conseillers départementaux. On parle de violence autour de l'éducation, on sait qu'une école qui fonctionne, c'est moins de violence." Même idée pour la FCPE de Saumur (49) : "élus, députés : on doit tous les interpellier."

Dans le Rhône (69), un enseignant indique que des classes ont été sauvées mais qu'ils ont parallèlement supprimé des postes de remplaçants. On a organisé un rassemblement devant la DSDEN."

Dans les Yvelines (78), une enseignante FO également maman d'élève raconte la mobilisation contre la fermeture d'une classe dans une école de Poissy : "tous les vendredis on fait signer une pétition avec d'autres parents. On a 160 signatures. Par contre, le lien est difficile avec les professeurs des écoles. La directrice est réticente, elle me dit que comme il y a seulement 10 élèves en moins on ne peut rien faire, comme le lui a dit son syndicat..." Elle ajoute : « sur

mon collègue, 100% de la vie scolaire était en grève pour les conditions de travail et ont été soutenus par 12 profs grévistes. Ils ont discuté de l'assassinat de la collègue. Je me rappelle qu'ils disaient déjà il y a quelques semaines qu'il n'y aurait un mort avant la fin de l'année avec ce qu'il se passe. »

Un enseignant FO du comité du Puy-de-Dôme (63) indique que son comité est soutenu par les syndicats FO, CGT et que la FCPE y participe. "Quand on a été reçus par le DASEN, on voit qu'ils ont peur de la construction des comités, que ça explose dans plusieurs endroits en même temps. Il y a les taxis qui bloquent Paris aujourd'hui, des étudiants sont présents dans la salle. Le ministère devait nous faire une réponse suite à notre dernière audience et montée à Paris, ou ça en est ? Par ailleurs, le gouvernement nous a dit qu'il gelait les 4000 suppressions de postes. Mais le député Eric Coquerel indiquait bien que rien n'était prévu dans le budget quant au retour de ces 4000 postes."

Clément Poulet, secrétaire général de la FNEC FP-FO, rappelle le soutien de la fédération dans ce contexte politique "où beaucoup s'empressent de dire qu'il n'y a rien à faire". "C'est pour ça que c'est important d'implanter des comités partout. Ils parlent de stabilité alors qu'on a encore un personnel assassiné, qu'on a 24 000 élèves en attente de place dans les instituts spécialisés, qu'on a des suppressions de classes et de postes. Il faut aller là où ça se décide. On discute de cela aujourd'hui : quelle action efficace ? Comment bloquer ce qu'ils sont en train de faire ? On peut s'appuyer sur la jeunesse qui refuse ce qu'il se passe, comme ils l'expriment par rapport à Gaza."

Un enseignant de FO du Gard (30) indique qu'ils prévoient avec le comité une initiative pour le CSA le 23 juin.

Deux étudiants de Paris interviennent pour informer des coupes budgétaires et de la répression envers les étudiants : "on se pose la même question que vous, faire la jonction entre les étudiants et les personnels."

Les enseignants FO de Loire Atlantique (44) cherchent à créer des liens entre les mobilisations sur les écoles et les lycées avec une forte mobilisation contre la suppression d'un internat à Saint-Nazaire.

Deux mères d'élèves de Haute-Garonne (31), très actives dans leur comité, rappellent son importance : "on a réussi à annuler la fermeture de 51 classes. Mais on se pose la question de pourquoi il n'y a pas d'implication de certains syndicats. On va essayer de les solliciter. Là, il n'y a que FO, qui nous soutient depuis le début. On note aussi le soutien des élus, en particulier des députés LFI sur la région toulousaine."

Un enseignant FO, du comité du Var (83), rappelle qu'ils sont organisés en comité sur le département depuis 2020 avec la FCPE 83. "on réunit de nouveau le comité le 23. Une question se pose : est-ce qu'on peut faire la rentrée dans ces conditions ? On a déjà discuté de la possibilité de faire, par rapport à l'inclusion, une manifestation devant l'ARS pour que les élèves aient une place en établissement spécialisé."

Dans la Haute-Savoie (74), les délégués présents expliquent que leur comité est très récent. Là aussi ils ont posé la question de faire la rentrée ou pas. "Certains disent, hors de question

de retourner en classe le 1er septembre.” Une maman du comité, dont l'école a pourtant gagné contre une fermeture de classe, a indiqué dans le comité “qu'il fallait continuer, ne pas s'arrêter là.” Un enseignant de ce comité explique : “dans notre vallée, il n'y a plus de psychologue scolaire, c'est moi même comme directeur d'école qui doit faire les courriers pour trouver un professionnel pour les élèves.”

Après plus de deux heures de discussions, plusieurs décisions sont prises : créer sur les réseaux sociaux un groupe public du comité national pour gagner en visibilité et permettre à d'autres de nous rejoindre, refaire une réunion en visio d'ici la fin de l'année scolaire et adopter un appel de cette rencontre qui pourra être diffusé. Les délégations ont continué la journée avec un rassemblement devant le ministère de l'Education nationale l'après-midi.

Ce comité national constitue désormais une force organisée qui ne demande qu'à s'élargir. Il appelle à prolonger toutes les mobilisations en cours et à constituer de nouveaux comités en y intégrant les syndicats, les parents, les fédérations de parents d'élèves, les élus et les personnels et à rejoindre le comité national.

Le comité national se réunira de nouveau la première semaine de juillet en visio afin de faire le bilan de toutes les actions pour l'arrêt des suppressions de classes et discuter des suites à donner.